

COM (2020)550

Cellule d'analyse européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION - Tourisme et transport en 2020 et au-delà COM (2020)550

Résumé : Le 13 mai 2020, la Commission européenne a proposé plusieurs communications définissant un cadre coordonné pour rétablir la liberté de circulation (circulation des personnes, tourisme, transport) des citoyens européens en toute sécurité. Cette communication s'appuie sur la feuille de route européenne commune pour la levée des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19.

Contexte :

Le 13 mai 2020, la Commission européenne a publié plusieurs communications définissant un cadre coordonné pour rétablir graduellement la liberté de circulation (notamment la circulation des personnes, le tourisme et le transport) des citoyens européens en toute sécurité.

Ce cadre coordonné s'appuie sur la feuille de route européenne commune pour la levée des mesures visant à contenir la propagation de la COVID-19.

Ce paquet contient des lignes directrices et des recommandations qui doivent aider les États membres à relancer l'activité de ces secteurs et à sortir de la crise actuelle.

Contenu :

Le paquet se compose de quatre éléments :

Orientations relatives au rétablissement de la libre circulation et à la levée des contrôles aux frontières intérieures

Dans la communication d'avril 2020 relative à la stratégie de déconfinement, la Commission a déjà indiqué que les contrôles aux frontières intérieures seraient supprimés de façon coordonnée dès que les situations épidémiologiques des régions frontalières seraient identiques.

À mesure que les États membres parviennent à réduire la circulation du virus, il convient de remplacer par des mesures plus ciblées les restrictions générales à la libre circulation à destination et en provenance d'autres zones ou régions des États membres présentant un profil de risque global similaire, tout en veillant à prendre des mesures de distanciation physique et à

détecter et tester efficacement tout cas suspect. Lorsque les frontières seront ouvertes, les citoyens des différentes régions pourront s'y déplacer librement.

Les États membres prennent des mesures en étroite coordination, surtout entre pays voisins, et fondent leur approche sur les informations épidémiologiques, les possibilités de voyager en sécurité et des considérations économiques et sociales.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) assure le monitoring en tenant à jour une carte du niveau de transmission de la COVID-19, y compris à l'échelon infranational.

Orientations sur les transports

La communication «*COVID-19: Lignes directrices sur le rétablissement progressif des services de transport et de la connectivité*» formule des recommandations sur la remise en service graduelle et en sécurité du transport des passagers. Les recommandations adressées au secteur des transports à propos des prescriptions de sécurité (contacts avec les passagers, vente de billets en ligne, mesures de protection personnelles) peuvent varier selon le mode de transport. Les États membres doivent bien coordonner les correspondances entre les différents modes de transport.

Orientations sur le tourisme et l'horeca

Les entreprises et les travailleurs du secteur du tourisme ont pu faire appel à plusieurs mesures de soutien européennes telles que l'initiative de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en cas d'urgence (SURE).

La communication «*COVID-19: Orientations de l'Union européenne relatives à la reprise progressive des services touristiques et aux protocoles sanitaires dans les établissements du secteur de l'hébergement et de la restauration*» prévoit plusieurs orientations destinées aux autorités publiques et au secteur touristique en vue de relancer le tourisme en sécurité, l'accent étant mis sur les protocoles de santé. Ces protocoles doivent réduire les risques d'infection autant que possible, tant pour les clients que pour le personnel. Ces orientations portent sur la formation du personnel en matière de prévention du coronavirus et la limitation du nombre de membres du personnel dans un même espace.

Recommandation relative aux bons à valoir

En vertu des règles de l'Union européenne, les voyageurs ont le droit de choisir entre des bons à valoir ou un remboursement en espèces en cas d'annulation de billets de transport (avion, train, autobus/autocar et transbordeurs) ou de voyages à forfait. Tout en réaffirmant ce droit, la Commission européenne conseille aux États membres et à l'industrie du voyage d'accroître l'attractivité des bons à valoir et espère ainsi convaincre le consommateur d'opter pour le bon à valoir.

Pour encourager les passagers et les voyageurs à accepter des bons à valoir comme alternative au remboursement, ces bons doivent être protégés contre l'insolvabilité de l'émetteur et être remboursables au bout d'un an au maximum s'ils ne sont pas utilisés.

Remarque

Conjointement avec onze autres États membres de l'Union européenne, la Belgique a adressé à la Commission européenne un courrier l'invitant à modifier le règlement 261/2004 relatif aux droits des passagers aériens afin que les compagnies aériennes aient juridiquement le droit de proposer un bon à valoir au consommateur au lieu d'un remboursement en cas d'annulation d'un vol en raison de la crise du coronavirus.

Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre:

- commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique
- Commission de la Mobilité
- Comité d'avis fédéral pour les questions européennes.

La commission compétente peut, dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso), adresser un avis et/ou des remarques à la Commission européenne au sujet de ces textes. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Pour en savoir plus:

- Communication « Tourisme et transport en 2020 et au-delà » :
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200550.do>
- Communication « COVID-19: Pour une approche coordonnée par étapes du rétablissement de la libre circulation et de la levée des contrôles aux frontières intérieures »
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_freemovement_fr.pdf
- Communication « COVID-19: Lignes directrices sur le rétablissement progressif des services de transport et de la connectivité »
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_transportservices_fr.pdf
- Communication « COVID-19: Orientations de l'Union européenne relatives à la reprise progressive des services touristiques et aux protocoles sanitaires dans les établissements du secteur de l'hébergement et de la restauration »
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_tourismservices_healthprotocols_fr.pdf
- Recommandation concernant des bons à valoir destinés aux passagers et voyageurs à titre d'alternative au remboursement des voyages à forfait et des services de transport annulés dans le contexte de la pandémie de COVID-19
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/recommendation_vouchers_fr.pdf

Descripteurs Eurovoc :	Europe – Épidémie – Conséquence économique – Tourisme - Transport
------------------------	---

Rédaction : Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93
roeland.jansoone@dekamer.be

Europese analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE - Toerisme en vervoer in en na 2020
COM (2020)550

Samenvatting: Op 13 mei 2020 heeft de Europese Commissie een pakket mededelingen voorgesteld met een gecoördineerd kader om het vrij verkeer (personenverkeer, toerisme, vervoer) voor de Europese burgers op een veilige manier opnieuw toe te laten. Deze mededeling bouwt voort op het stappenplan over de opheffing van de inperkingsmaatregelen ingevolge COVID-19.

Context:

Op 13 mei 2020 heeft de Europese Commissie een pakket mededelingen gepubliceerd, die een gecoördineerd kader vaststellen, om gefaseerd het vrije verkeer - waaronder het personenverkeer, het toerisme en het vervoer - voor de Europese burgers op een veilige manier opnieuw toe te laten.

Dit gecoördineerd kader bouwt verder op het gezamenlijk Europees stappenplan voor de opheffing van de inperkingsmaatregelen in verband met COVID-19.

Het pakket bevat richtsnoeren en aanbevelingen die lidstaten moeten helpen om de sectoren terug in beweging te brengen en te herstellen van de huidige crisis.

Inhoud:

Het pakket bestaat uit 4 onderdelen:

Richtsnoeren betreffende het herstel van het vrije verkeer en het opheffen van controles aan de binnengrenzen

In de mededeling van april 2020 aangaande de exit-strategie gaf de Commissie al aan dat de controles aan de binnengrenzen op gecoördineerde wijze zouden worden opgeheven als de epidemiologische omstandigheden aan beide kanten van de grens identiek zijn.

Als de lidstaten erin slagen de verspreiding van het virus te verminderen, kunnen de beperkingen van het vrije verkeer van en naar andere regio's in lidstaten met een vergelijkbaar algemeen risicoprofiel worden vervangen door meer gerichte maatregelen, die een aanvulling vormen op de maatregelen inzake het bewaren van de fysieke afstand en doeltreffende opsporing en toetsing van verdachte gevallen. Als de grenzen open zijn, kunnen de burgers van de verschillende regio's zich daar vrij in verplaatsen.

De lidstaten nemen maatregelen in nauwe coördinatie, vooral tussen buurlanden, en steunen hun aanpak op epidemiologische informatie, de mogelijkheden om veilig te reizen, en economische en sociale overwegingen.

Het Europees Centrum voor ziektepreventie en -bestrijding (ECDC) verzekert de monitoring via een kaart met de overdracht van COVID-19-besmettingen, ook op sub-nationaal niveau.

Richtsnoeren betreffende het vervoer

De mededeling “COVID-19: Richtsnoeren voor het geleidelijk herstel van vervoersdiensten en connectiviteit” bevat aanbevelingen over de veilige en graduele heropstart van het passagierstransport. De aanbevelingen aan de transportsector over veiligheidsvoorschriften (contact met de passagiers, verkoop van tickets online, persoonlijke beschermingsmiddelen) kunnen verschillen naargelang de transportmodus. De lidstaten moeten de connecties tussen de verschillende transportmodi goed coördineren.

Richtsnoeren betreffende het toerisme en de horeca

De ondernemingen en de werknemers in de toeristische sector hebben op een aantal Europese steunmaatregelen beroep kunnen doen, zoals het initiatief voor tijdelijke ondersteuning om de werkloosheid in noodsituaties te verminderen (SURE).

De mededeling “COVID-19: EU-leidraad voor de geleidelijke hervatting van toeristische diensten en voor gezondheidsprotocollen in horecagelegenheden” voorziet enkele richtsnoeren aan de overheid en de toeristische sector om het toerisme op een veilige wijze te hervatten, met de klemtoon op de ontwikkeling van gezondheidsprotocollen. Deze protocollen moeten het risico op infectie voor zowel gasten als personeel minimaliseren. De richtsnoeren hebben het over opleiding van personeel in corona-preventie en beperking van het personeelsaantal in dezelfde ruimte.

Aanbeveling betreffende tegoedbonnen

De Europese regelgeving bepaalt dat reizigers bij annulatie van hun vlieg-, trein-, bus- of bootreis of pakketreis het recht hebben te kiezen tussen een tegoedbon en terugbetaling. De Europese Commissie bevestigt dit recht, maar raadt lidstaten en de reisindustrie aan om tegoedbonnen aantrekkelijker te maken en hoopt zo de consument te overtuigen om voor de tegoedbon te kiezen.

Om passagiers en reizigers te stimuleren tegoedbonnen te aanvaarden als alternatief voor terugbetaling, moeten de tegoedbonnen tegen insolventie van de uitgever worden beschermd en, als zij niet worden gebruikt, ten laatste één jaar na afgifte worden terugbetaald.

Opmerking:

België heeft tezamen met 11 andere Europese lidstaten een brief gericht aan de Europese Commissie waarin ze oproept om verordening 261/2004 over de rechten van luchtpassagiers aan te passen zodat luchtvaartmaatschappijen juridisch in recht zouden zijn om de consument een voucher aan te bieden i.p.v. een cash terugbetaling bij annulatie van een vlucht ingevolge de coronacrisis.

Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Economie, Consumentenbescherming en Digitale Agenda;
- Commissie Mobiliteit;
- Adviescomité voor Europese aangelegenheden.

De bevoegde commissie kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren over deze teksten. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

- De Mededeling “*Toerisme en Vervoer in en na 2020*”:
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20200550.do>
- De mededeling betreffende “een gefaseerde en gecoördineerde aanpak van het herstel van het vrije verkeer en de opheffing van de controles aan de binnengrenzen”
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_freemovement_nl.pdf
- De mededeling “COVID-19: Richtsnoeren voor het geleidelijk herstel van vervoersdiensten en connectiviteit”
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_transportservices_nl.pdf
- De mededeling “*COVID-19: EU-leidraad voor de geleidelijke hervatting van toeristische diensten en voor gezondheidsprotocollen in horecagelegenheden*”
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/communication_tourismservices_health_protocols_nl.pdf
- Aanbeveling betreffende aan passagiers en reizigers aangeboden tegoedbonnen als alternatief voor terugbetaling van geannuleerde reis- en vervoersdiensten in het kader van de COVID-19-pandemie
https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/recommendation_vouchers_nl.pdf

Eurovoc-descriptoren:	Europa – Epidemie – Economisch gevolg – Toerisme – Transport
------------------------------	--

02.06.2020

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be